

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 18/01/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES ONETECH**

Chemin du Canal - BP22  
CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE  
69360 Solaize

Références : UDR-TESSP-25-6-AL  
Code AIOT : 0006104116

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement TOTALENERGIES ONETECH implanté Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 SOLAIZE. L'inspection a été annoncée le 12/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection du 26/11/2024 porte sur le contrôle de certaines dispositions réglementaires introduites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024, concernant la gestion des « eaux huileuses » durant les travaux de rénovation du décanteur API.

L'inspection des installations classées a également procédé, le même jour, à un contrôle de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des ICPE. Ce contrôle fait l'objet d'un rapport distinct (ref. UD-R-TESSP-25-5-AL).

Certains constats effectués lors de la visite du 29/11/2021 (points État des stocks et Fluides frigorigènes fluorés), et pouvant nécessiter un nouveau contrôle ou un contrôle complémentaire suite aux réponses apportées par l'exploitant, n'ont pas été abordés. Ils pourront l'être lors d'une visite ultérieure.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES ONETECH
- Chemin du Canal - BP22 CENTRE RECHERCHES DE SOLAIZE 69360 SOLAIZE
- Code AIOT : 0006104116
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Centre de Recherche de Solaize (CRES) est l'un des trois centres de recherche du groupe TOTAL FRANCE. Le site, en activité depuis 1969, relève du régime de l'autorisation.

Les activités du CRES s'articulent notamment autour de deux axes :

- les produits liés à l'activité pétrolière (nouvelles formulations de lubrifiants (automobile, marine, industriels), élaboration de carburants et combustibles, fabrication de bitumes, mise au point de fiouls),
- les services aux entités industrielles et commerciales du groupe (moyens analytiques, assistance aux usines, aux commerces, réalisation d'études...).

Ces activités sont autorisées au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement par l'arrêté préfectoral du 23/10/1985 modifié. Le classement du site a été mis à jour en 2024 (arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024).

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à la visite du 29/11/2021 portant sur le respect des prescriptions relatives vieillissement des réservoirs aériens de produits pétroliers présents sur le site, l'exploitant avait transmis par courrier du 25/03/2022 le rapport d'Inspection Externe Détaillée de la cuve T13 réalisée le 03/02/2022. **La mise en demeure du 16/02/2022 peut donc être levée.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	« Eaux huileuses » rétention 32007 - Conformité au dossier	AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4	Sans objet
2	« Eaux huileuses » rétention 32007 - Rejets et de suivi	AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4	Sans objet
3	« Eaux huileuses » rétention 32007 -	AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4 § 2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Surveillance des rejets		
4	« Eaux huileuses » rétention 32007 - Traçabilité	AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4 § 3	Sans objet
5	Zones de stockage en fûts n°32004 et n°32005	AP Complémentaire du 23/10/1985, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats effectués, l'exploitant a globalement respecté les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024 contrôlées lors de la visite, à l'exception des modalités de surveillance des rejets dans l'eau (analyses incomplètes, absence de mesure - ou à défaut d'estimation - des volumes et des flux rejetés et absence d'échantillonnage journalier représentatif).

Les travaux de rénovation du décanteur API étant achevés, compte tenu du retour à la normale des modalités de traitement des effluents et de surveillance des rejets, il n'y a pas lieu de proposer des suites administratives pour ces écarts. L'exploitant devra à l'avenir veiller à bien prendre connaissance des dispositions applicables à ses installations et à les respecter entièrement.

Par ailleurs, suite à la visite du 29/11/2021 portant sur le respect des prescriptions relatives vieillissement des réservoirs aériens de produits pétroliers présents sur le site, l'exploitant avait transmis par courrier du 25/03/2022 le rapport d'Inspection Externe Détaillée de la cuve T13 réalisée le 03/02/2022. **La mise en demeure du 16/02/2022 peut donc être levée.**

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : « Eaux huileuses » rétention 32007 - Conformité au dossier**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Durant les travaux de rénovation du décanteur API, les effluents collectés par le réseau « eaux huileuses » sont gérés conformément aux éléments du dossier transmis le 10 juin 2024, sous réserve du respect des dispositions du présent article. Ces dispositions sont applicables jusqu'à la remise en fonctionnement du décanteur API.
<b>Constats :</b>  Au vu des constats effectués lors de la visite, des données du registre consulté et des déclarations

de l'exploitant, l'Inspection ne relève pas d'écart vis-à-vis des éléments du dossier transmis le 10 juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : « Eaux huileuses » rétention 32007 - Rejets et de suivi**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en oeuvre toutes les mesures organisationnelles ou matérielles nécessaires pour garantir le respect des valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié en cas de rejet des effluents au milieu naturel.</p> <p>Les opérations de vidange de la rétention n°32007 sont réalisées sous surveillance permanente.</p> <p>L'exploitant s'assure, notamment par la réalisation de rondes à fréquence adaptée - a minima quotidienne - et la mise en place de repères, du maintien du niveau d'eau dans la rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- à une hauteur minimale, d'au moins 30 cm, durant les opérations de vidange avec rejet au milieu naturel, permettant d'éviter l'entraînement des hydrocarbures en surface ;</li> <li>- à une hauteur maximale, d'au plus 120 cm, permettant d'anticiper la gestion d'un éventuel évènement pluvieux exceptionnel.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déclaré que les travaux de rénovation du décanteur API se sont déroulé du 18/07/2024 au 12/11/2024. Les opérations de vidange de la rétention n°32007 vers le Rhône ont cessé (recyclage vers le décanteur API).</p> <p>L'Inspection a consulté les résultats de la surveillance des rejets effectuée durant cette période d'indisponibilité. Les valeurs limites en concentration sont respectées pour les paramètres analysés (analyses incomplètes et absence de données en flux, cf. constat n°3). L'exploitant a déclaré qu'il n'a pas relevé d'écart vis-à-vis des niveaux de rejet habituels.</p> <p>L'exploitant a déclaré que les 2 opérations de vidange de la rétention n°32007 ont été réalisées en heures ouvrées sous la surveillance du service technique (08/10/2024 à 10h30 et 17/10/2024 à 14h30 d'après le registre consulté). De plus, d'après les données du registre consulté, une ronde a minima quotidienne a bien été effectuée durant les travaux.</p> <p>L'Inspection a constaté lors de la visite la présence dans la rétention n°32007 d'une échelle de niveau permettant comparer le niveau d'eau aux hauteurs minimales et maximales fixées dans l'arrêté du 25/07/2024. Les données du registre consultées ne montrent pas d'écart vis-à-vis de ces hauteurs. Le niveau d'eau relevé les 09/10/2024 et 10/10/2024, après l'opération de vidange du 08/10/2024, n'est toutefois pas consigné dans le registre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : « Eaux huileuses » rétention 32007 - Surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4 § 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La rétention n°32007 est équipée d'une détection d'hydrocarbures alarmée.</p>

<p>Le pH et la température des effluents rejetés sont mesurés et enregistrés en continu. Les paramètres listés à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié sont mesurés lors de chaque opération de vidange de la rétention n°32007 conduisant à un rejet au milieu naturel, à partir d'un échantillon journalier représentatif.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection a constaté que l'exploitant a procédé à des mesures de surveillance des rejets lors des 2 opérations de vidange de la rétention n°32007 et à l'enregistrement des mesures en continu du pH (mesures de température non consultées), mais que certains paramètres listés à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 1985 modifié n'ont pas été recherchés. L'Inspection relève que les MES et l'indice hydrocarbures figurent bien parmi les paramètres analysés. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas mesuré les volumes rejetés et n'a mesuré ou consigné aucune donnée permettant de les estimer. De plus, la surveillance n'a pas été réalisée sur la base d'un échantillon journalier représentatif. L'exploitant a déclaré qu'il a procédé à un échantillonnage ponctuel à l'aide d'un seau, en surface de la rétention. Le point d'échantillonnage indiqué par l'exploitant lors de la visite est situé en amont de la rétention (point opposé au point de pompage). L'Inspection n'a pas vérifié la présence d'une détection d'hydrocarbures alarmée dans la rétention n°32007 (replacée à son emplacement habituel après les travaux de rénovation du décanteur API). L'exploitant a déclaré qu'il n'a pas constaté de déclenchement de cette détection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><i>Observation: L'exploitant veillera à l'avenir à bien prendre connaissance des dispositions applicables et à les respecter entièrement.</i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : « Eaux huileuses » rétention 32007 - Traçabilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/07/2024, article 4 § 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets dans l'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient un registre dédié dans lequel sont notamment consignés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les rondes effectuées,</li> <li>- les observations (niveau d'eau, irisations, incidents en amont sur le site, déclenchement de la détection hydrocarbures, etc),</li> <li>- les dates et heures des opérations de vidanges,</li> <li>- les résultats des mesures réalisées (pH, température, analyses physico-chimiques, volume rejeté),</li> <li>- le cas échéant, les volumes d'effluents pompés vers un stockage tampon.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le registre tenu par l'exploitant durant les travaux de rénovation du décanteur API et consulté lors de la visite comporte les informations exigées dans l'arrêté du 25/07/2024, à l'exception des résultats des mesures réalisées qui n'y sont pas consignés.</p>

<p>La mention dans ce registre d'une opération de vidange le 17/10/2024 et les hauteurs d'eau relevées à cette date à 9h puis à 13h sont cohérentes avec les fortes pluies intervenues à cette période.</p> <p>L'Inspection a constaté des baisses de niveau sans opération de vidange consignée, que l'exploitant a expliqué par un phénomène d'évaporation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><i>Observation: L'exploitant veillera à l'avenir à respecter entièrement les dispositions applicables, y compris s'agissant du contenu des registres prévus celles-ci</i></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Zones de stockage en fûts n°32004 et n°32005**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 23/10/1985, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>AP du 23/10/1985 modifié par APC du 25/07/2024, article 1 :</u>  La société TotalEnergies OneTech [...] est autorisée à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Solaize dans l'enceinte de son établissement, sis Chemin du canal, des installations listées à l'annexe 1.</p> <p><u>AP du 23/10/1985 modifié par APC du 25/07/2024, annexe 1 :</u>  Rubrique 4734-2, zone 32 de stockage en fûts : absence de stockage en zone 32004 et possibilité de stockage en zone 32005 jusqu'au 01/01/2025.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite aux constats effectués lors des précédentes visites, l'exploitant a déclaré avoir cessé l'exploitation de la zone de stockage n°32004 afin de supprimer les effets dominos hors site qui en étaient issus. L'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024, modifiant l'arrêté du 23/10/1985, acte cet arrêt d'exploitation. Lors de la visite, l'Inspection a constaté l'arrêt effectif de l'exploitation de la zone n°32004.</p> <p>Par ailleurs, suite aux constats effectués lors des précédentes visites et l'exploitant n'ayant pas mis en place les moyens de détection et d'intervention qu'il avait prévu du fait des effets thermiques létaux et irréversibles hors site issus de la zone de stockage n°32005, il a annoncé prévoir l'arrêt de l'exploitation de cette zone. L'arrêté préfectoral complémentaire du 25/07/2024, modifiant l'arrêté du 23/10/1985, fixe pour cet arrêt d'exploitation une échéance au 01/01/2025. Lors de la visite, l'Inspection a constaté que cette zone est exploitée très en-deça de la capacité encore autorisée et l'exploitant a déclaré que l'arrêt d'exploitation sera effectif à fin 2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>